

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 juin 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 20 fixant
les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et
déterminant la répartition des biens et des
services selon ces taux en ce qui concerne
la réduction du taux de TVA applicable
aux dispositifs médicaux**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0329/ (S.E. 2019):**

- 001: Proposition de loi de Mme Jiroflée et consorts.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 juni 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
nr. 20 houdende de vaststelling van de
tarieven van de BTW en tot de indeling van
de goederen en de diensten bij die tarieven
wat betreft de verlaging van het
btw-tarief op medische hulpmiddelen**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0329/ (B.Z. 2019):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Jiroflée c.s.
002: Advies van de Raad van State.

02572

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Impact budgétaire de la proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne la réduction du taux de TVA applicable aux dispositifs médicaux, déposée par Mme Karin Jiroflée et consorts (DOC 55 0329/001).

Adopté en assemblée générale du 17.06.2020



1 Demande d'avis

En vertu de l'article 79, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants, le président de la Chambre a invité, par lettre du 21 janvier 2020, la Cour des comptes à lui fournir une note contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendrerait la modification de l'arrêté royal n° 20 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne la réduction du taux de TVA applicable aux dispositifs médicaux.

Cette proposition de loi a été déposée à la Chambre, par Mme Karin Jiroflée et consorts, le 16 septembre 2019 (DOC 55 0329/001).

2 La proposition de loi

L'objectif de cette proposition de loi est de diminuer le taux de TVA applicable aux verres de lunettes et aux lentilles de contact, ainsi qu'aux piles pour appareils auditifs, de 21 % à 6 %.

Cette proposition de loi reprend le texte de la proposition déposée le 7 décembre 2017 par Mmes Karin Jiroflée et Monica De Coninck (DOC 54 2834/001).

Par ailleurs, une résolution visant à diminuer le coût des lunettes et lentilles et à améliorer leur accessibilité a été adoptée le 28 mars 2019 par la Chambre (DOC 54 2076/004). Cette résolution demandait notamment¹ au gouvernement fédéral de baisser le taux de TVA sur les lunettes et lentilles de 21 % à 6 % et de modifier, à cette fin, l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon les taux, lequel prévoit actuellement un taux de TVA de 6 % pour "les moyens d'assistance spécialement conçus pour les malvoyants et les aveugles à l'exception des montures et verres de lunettes et des lentilles de contact", afin de supprimer l'exception relative aux montures, verres de lunettes et lentilles de contact. Cette résolution, contrairement à la présente proposition de loi, concernait également les montures de lunettes.

3 Incidence budgétaire et commentaires

Afin de pouvoir estimer l'impact budgétaire de la proposition de loi, la Cour des comptes a demandé aux services compétents du SPF Finances de lui faire parvenir toute estimation déjà effectuée sur le sujet. Des demandes ont également été adressées à Statbel et aux mutualités, afin d'obtenir des données statistiques.

Le 17 février 2020, le SPF Finances a transmis à la Cour des comptes un avis juridique du service réglementation TVA des services centraux du SPF Finances mais, aucune estimation budgétaire n'a été transmise.

Dans son avis juridique, le SPF Finances indique que l'annexe III de la directive européenne² permet de soumettre à un taux de 6% les verres de lunettes et les lentilles.

¹ Un deuxième volet visait à améliorer progressivement l'intervention de l'assurance obligatoire maladie-invalidité pour les troubles optiques.

² Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.



La Cour des comptes a également sollicité Statbel et une Union mutualiste, respectivement les 1^{er} avril et 2 avril 2020. Néanmoins, après analyses, les statistiques et les réponses fournies ne peuvent être exploitées dans le cadre de la présente proposition de loi.

Par ailleurs, en ce qui concerne les piles destinées aux appareils auditifs, elles bénéficient déjà d'un taux de TVA de 6%³ à condition que leur conditionnement stipule clairement leur usage spécifique pour appareils auditifs. La Cour des comptes n'a dès lors pas traité ce point de la proposition de loi examinée.

Concernant la diminution de TVA sur les verres de lunettes et les lentilles, le manque de données ne permet pas à la Cour des comptes de réaliser une estimation du coût budgétaire de la proposition de loi. La plupart des données obtenues ne font pas de distinction entre les verres optiques et la monture des lunettes. Des données relatives aux seuls verres n'ont pas pu être obtenues. De plus, il n'y a pas de données disponibles sur la population qui doit porter des lunettes⁴.

On peut néanmoins indiquer qu'en réponse à une question orale du 13 février 2019 sur "la baisse du taux de TVA sur les lunettes et les lentilles de 21 % à 6 %", le ministre des Finances répondait qu'« il est néanmoins possible d'estimer le coût d'une telle mesure en recourant à l'enquête sur le budget des ménages du SPF Économie. Dès lors, le coût à charge de l'État est estimé à 98,45 millions d'euros. Il est évident que la faisabilité du changement du taux de la TVA doit encore être examinée tant au niveau juridique qu'au niveau budgétaire ».

Cette estimation concerne également les montures. Dès lors, la diminution des recettes qui résulterait de l'adoption de la présente proposition de loi devrait être inférieure à ce montant.

4 Conclusion

La Cour des comptes n'a pu réunir des données suffisantes pour estimer l'impact budgétaire de cette proposition de loi en ce qui concerne les verres de lunettes et les lentilles de contact.

En ce qui concerne les piles pour usage spécifique dans des appareils auditifs, elles sont déjà soumises à un taux réduit de TVA à 6%, de sorte que l'impact budgétaire est nul en ce qui les concerne.

³ Conformément au chiffre 2 de la rubrique XXIII du tableau A de l'annexe de l'AR n°20 du 20 juillet 1970 concernant les taux de TVA.

⁴ Thierry Segaut, secrétaire général de l'Association professionnelle des opticiens et optométristes de Belgique (Apoob) cité dans Le soir, 12 mars 2019

⁵ Question de Mme Catherine Fonck sur "la baisse du taux de TVA sur les lunettes et les lentilles de 21 % à 6 %" (n° 25087) Commission des finances et du budget - CRIV 54 COM 1034, p.6



ADVIES VAN HET REKENHOF

**Budgettaire impact van het
wetsvoorstel tot wijziging van het
koninklijk besluit nr. 20 houdende de
vaststelling van de tarieven van de
BTW en tot de indeling van de
goederen en de diensten bij die
tarieven wat betreft de verlaging
van het btw-tarief op medische
hulpmiddelen, ingediend door
mevrouw Karin Jiroflée c.s.
(DOC 55 0329/001)**

Goedgekeurd in de algemene vergadering van 17.06.2020



1 Vraag om advies

Op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, heeft de Kamervoorzitter het Rekenhof in een brief d.d. 21 januari 2020 verzocht een nota op te stellen met daarin een raming van de nieuwe uitgaven of de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 houdende de vaststelling van de tarieven van de BTW en tot de indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wat betreft de verlaging van het btw-tarief op medische hulpmiddelen.

Dat wetsvoorstel werd op 16 september 2019 bij de Kamer ingediend door mevrouw Karin Jiroflée c.s. (DOC 55 0329/001).

2 Het wetsvoorstel

Het doel van het wetsvoorstel is het toepasselijke btw-tarief voor brilglazen en lenzen, alsook voor batterijen van hoortoestellen, te verlagen van 21 % naar 6 %.

Het wetsvoorstel herneemt de tekst van het voorstel dat op 7 december 2017 werd ingediend door mevrouw Karin Jiroflée en mevrouw Monica De Coninck (DOC 54 2834/001).

Bovendien keurde de Kamer op 28 maart 2019 een resolutie goed over het betaalbaarder en toegankelijker maken van brillen en lenzen (DOC 54 2076/004). Die resolutie verzocht¹ de federale regering het btw-tarief voor brillen en lenzen te verlagen van 21 % naar 6 % en daartoe een wijziging door te voeren van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven, dat nu voorziet in een btw-tarief van 6 % voor "hulpmiddelen speciaal ontworpen voor slechtzienden en blinden, met uitzondering van monturen, brilglazen en contactlenzen", teneinde de uitzondering voor monturen, brillenglazen en contactlenzen ongedaan te maken. Die resolutie had, in tegenstelling tot het voorliggende wetsvoorstel, ook betrekking op brilmonturen.

3 Budgettaire impact en commentaar

Om de budgettaire impact van het wetsvoorstel te kunnen ramen, heeft het Rekenhof bij de bevoegde diensten van de FOD Financiën alle reeds eerder gemaakte ramingen hieromtrent opgevraagd. Er werden ook aanvragen gericht tot Statbel en de ziekenfondsen, om statistische gegevens te bekomen.

Op 17 februari 2020 bezorgde de FOD Financiën aan het Rekenhof een juridisch advies van de dienst btw-reglementering van de centrale diensten van de FOD Financiën, maar er werd geen enkele budgettaire raming bezorgd.

In zijn juridisch advies stelt de FOD Financiën dat bijlage III bij de Europese richtlijn² toelaat brillenglazen en contactlenzen te onderwerpen aan een tarief van 6%.

¹ Een tweede deel had tot doel de tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor gezichtsstoornissen geleidelijk te verhogen.

² Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde.



Het Rekenhof bevroeg ook Statbel en de landsbond van een ziekenfonds, respectievelijk op 1 april en op 2 april 2020. Na analyse blijken de aangeleverde statistieken en antwoorden echter niet bruikbaar in het raam van het voorliggende wetsvoorstel.

Voor batterijen van hoorapparaten geldt reeds een btw-tarief van 6%³, op voorwaarde dat de verpakking duidelijk vermeldt dat ze specifiek bedoeld zijn om te worden gebruikt in hoorapparaten. Het Rekenhof heeft dat punt uit het voorliggende wetsvoorstel derhalve niet behandeld.

Wat de lagere btw voor brillenglazen en contactlenzen betreft, kan het Rekenhof bij gebrek aan gegevens geen raming maken van de budgettaire kosten van het wetsvoorstel. De meeste gegevens die werden bekomen, maken geen onderscheid tussen de optische glazen en de brilmonturen. Er waren geen gegevens voorhanden over brillenglazen alleen. Bovendien zijn er ook geen gegevens voorhanden over de populatie die een bril moet dragen⁴.

Er valt niettemin op te merken dat de minister van Financiën, als reactie op een mondelinge vraag van 13 februari 2019⁵ over « de btw-verlaging voor brillen en lenzen van 21 % naar 6 % », antwoordde dat de kostprijs van een dergelijke maatregel toch geraamd kan worden aan de hand van het huishoudbudgetonderzoek van de FOD Economie. De kosten ten laste van de Staat zouden dan naar schatting 98,45 miljoen euro bedragen. De haalbaarheid van een wijziging van het btw-tarief moest volgens de minister niet alleen getoetst worden in het raam van de begroting, maar ook juridisch onderzocht worden.

Die raming heeft ook betrekking op brilmonturen. De minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van het voorliggende wetsvoorstel zouden dus lager moeten uitvallen dan dat bedrag.

4 Conclusie

Het Rekenhof heeft niet voldoende gegevens kunnen verzamelen om de budgettaire impact van het wetsvoorstel betreffende brillenglazen en contactlenzen te ramen.

Voor batterijen die specifiek bedoeld zijn om te worden gebruikt in hoorapparaten geldt al een verlaagd btw-tarief van 6%, waardoor de budgettaire impact daarvan nul is.

³ Overeenkomstig cijfer 2 van rubriek XXIII in tabel A van de bijlage bij het KB nr. 20 van 20 juli 1970 betreffende de btw-tarieven.

⁴ Thierry Segart, secretaris-generaal van de Algemene Professionele Opticiens- en Optometristenbond van België (Apoob), geciteerd in *Le soir*, 12 maart 2019.

⁵ Vraag van mevrouw Catherine Fonck over "de btw-verlaging voor brillen en lenzen van 21 % naar 6 %" (nr. 25087), Commissie voor de Financiën en de Begroting - CRIV 54 COM 1034, p. 6.